



Rapport Annuel – BSO PME
Exercice du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025

BSO PME
FR0011833052

VALEUR LIQUIDATIVE AU 31/12/2025	129.95€
NOMBRE DE PARTS EN CIRCULATION AU 31/12/2025	47 440

NATURE

TYPE

SOCIETE DE GESTION

COMMISSAIRE AUX COMPTES

OPCVM

FCP

SAINT OLIVE GESTION

CROWE FIDELIANCE

BSO PME**OBJECTIF**

Le présent document contient des informations essentielles sur le produit d'investissement. Il ne s'agit pas d'un document à caractère commercial. Ces informations vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste ce produit et quels risques, coûts, gains et pertes potentiels y sont associés, et de vous aider à le comparer à d'autres produits

PRODUIT

Nom du produit : BSO PME (le Fonds)
Nom de l'initiateur du produit : SAINT OLIVE GESTION (la Société de Gestion)
Code ISIN : FR0011833052 - BSO PME (la Part)
Site internet : www.banquesaintolive.com
Téléphone : appelez le +33 4 72 82 10 10 pour de plus amples informations
L'Autorité des Marchés Financiers (AMF) est chargée du contrôle de SAINT OLIVE GESTION en ce qui concerne ce document d'informations clés.
SAINT OLIVE GESTION est agréée en France sous le n° GP-05000016 et réglementée par l'AMF
Date de production du document d'informations clés : 08/07/2025

AVERTISSEMENT : Vous êtes sur le point d'acheter un produit qui n'est pas simple et qui peut être difficile à comprendre.

EN QUOI CONSISTE CE PRODUIT**TYPE**

Le Fonds est un Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) constitué sous la forme d'un Fonds Commun de Placement (FCP) de droit français.

DUREE

Le Fonds est constitué pour une durée de 99 ans. Il a été agréé par l'AMF le 03/03/2014 et lancé le 30/04/2014.

OBJECTIF

Classification AMF : Actions des pays de l'Union européenne

L'objectif de gestion est la recherche d'une performance supérieure, sur la durée de placement recommandée de cinq ans, à celle de l'indicateur de référence Internext PEA-PME 150 (FR0012246023) calculé dividendes nets réinvestis, dans le respect de la réglementation applicable aux PEA-PME.

La gestion de l'OPCVM est discrétionnaire : elle ne vise pas à répliquer l'indicateur de référence mais repose au contraire sur une sélection de titres éligibles au PEA-PME émis par des petites et moyennes entreprises (PME) ou des établissements de taille intermédiaire (ETI) tels que définis dans le Code Monétaire et Financier (Petites et moyennes entreprises et/ou des établissements de taille intermédiaire ayant leur siège social en France ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre état partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, et soumis à l'impôt sur les sociétés de droit commun ou à un impôt équivalent). Pour être éligibles, les PME doivent respecter les critères suivants :

- Soit une entreprise qui, d'une part, occupe moins de 5 000 personnes et qui, d'autre part, a un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 milliard d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros. Les conditions dans lesquelles sont appréciés le nombre de salariés, le chiffre d'affaires et le total de bilan sont fixées par décret ;
- Soit une entreprise dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation et dont la capitalisation boursière est inférieure à deux milliards d'euros ou l'a été à la clôture d'un au moins des quatre exercices calendaires précédant l'exercice pris en compte pour apprécier l'éligibilité des titres de la société émettrice.

Cette sélection met en œuvre : Une analyse fondamentale des secteurs, de la stratégie et de la dynamique de croissance bénéficiaire des entreprises. Une analyse financière visant à apprécier le cours de bourse d'une entreprise au regard de ses perspectives de performance.

Le Fonds sera à tout moment investi à 75% en titres éligibles au PEA-PME et sera principalement investi de la manière suivante :

- actions de 75 à 100 % : exclusivement des actions éligibles au PEA-PME émises par des PME et/ou des ETI. Le Fonds interviendra sur les marchés réglementés européens et, dans une limite de 15%, sur Alternext.
- obligations et titres de créance négociable de 0 à 25% : exclusivement des titres de créance négociable et obligations éligibles au PEA-PME émis par des PME et/ou des ETI. Ces titres seront sélectionnés sans contrainte de notation et pourront être des titres spéculatifs.
- parts et/ou actions d'OPCVM jusqu'à 10% de l'actif net; ces OPCVM seront essentiellement des OPCVM de droit français de la catégorie « monétaire », « monétaire court terme » ou « obligations et autres titres de créances libelles en euro » ayant une sensibilité inférieure ou égale à 6. Le FCP pourra investir dans des OPCVM gérés par SAINT OLIVE GESTION.

Zone d'investissement : Pays de l'Espace Economique Européen . Les revenus sont capitalisés.

Les modalités de souscription et de rachat de parts sont détaillées dans la prospectus et au paragraphe "Combien de temps dois-je le conserver et puis-je retirer de l'argent de façon anticipée" ci-après.

INVESTISSEURS DE DETAIL VISES

Le Fonds est compatible avec les investisseurs ayant une connaissance limitée des instruments financiers sous-jacents et/ou n'ayant aucune expérience du secteur financier. Le Fonds est compatible avec les investisseurs qui peuvent supporter des pertes élevées en capital et qui n'ont pas besoin de garantie du capital. Le Fonds est compatible avec les investisseurs qui cherchent à faire augmenter la valeur de leur investissement et qui souhaitent conserver leur investissement sur la durée de la période de détention recommandée (5 ans).


AUTRES INFORMATIONS

Banque dépositaire : BANQUE SAINT OLIVE

QUELS SONT LES RISQUES ET QU'EST CE QUE CELA POURRAIT ME RAPPORTER ?

INDICATEUR SYNTHETIQUE DE RISQUE



 L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez le produit pendant toute la période de détention recommandée (5 ans). Le risque réel peut être très différent si vous optez pour une sortie avant la durée de détention recommandée, et vous pourriez obtenir moins en retour. L'indicateur synthétique de risque (ISR) permet d'apprécier le niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer. Nous avons classé ce produit dans la classe de risque 4 sur 7 qui est une classe de risque moyenne.

Outre les risques inclus dans l'indicateur de risque, d'autres risques peuvent influencer sur la performance du Fonds.

- Risque de crédit
- Risque de liquidité
- Risque de taux

Ce produit ne prévoyant pas de protection contre les aléas de marché, vous pourriez perdre tout ou partie de votre investissement.

SCENARIOS DE PERFORMANCE

Les chiffres indiqués comprennent tous les coûts du produit lui-même, mais pas nécessairement tous les frais dus à votre conseiller ou distributeur. Ces chiffres ne tiennent pas compte de votre situation fiscale personnelle, qui peut également influencer sur les montants que vous recevrez. Ce que vous obtiendrez dépend des performances futures du marché. L'évolution future du marché est aléatoire et ne peut être prédite avec précision.

Les scénarios défavorable, intermédiaire et favorable présentés représentent des exemples utilisant les meilleure et pire performances, ainsi que la performance moyenne du produit au cours des 10 dernières années. Les marchés pourraient évoluer très différemment à l'avenir.

Le scénario de tensions montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes.

La période de détention recommandée pour ce produit est de 5 ans Exemple investissement de 10 000€		1 an	5 ans
Scénario de tensions	Ce que vous pourriez récupérer après déduction des coûts	5 870 €	4 350 €
	<i>Rendement annuel moyen</i>	-41,3%	-15,3%
Scénario défavorable	Ce que vous pourriez récupérer après déduction des coûts	6 830 €	8 980 €
	<i>Rendement annuel moyen</i>	-31,7%	-2,1%
Scénario intermédiaire	Ce que vous pourriez récupérer après déduction des coûts	9 680 €	10 880 €
	<i>Rendement annuel moyen</i>	-3,2%	1,7%
Scénario favorable	Ce que vous pourriez récupérer après déduction des coûts	14 090 €	14 620 €
	<i>Rendement annuel moyen</i>	40,9%	7,9%

Le scénario défavorable s'est produit pour un investissement entre septembre 2022 et septembre 2017.

Le scénario intermédiaire s'est produit pour un investissement entre juin 2025 et juin 2020.

Le scénario favorable s'est produit pour un investissement entre août 2021 et août 2016.

Le scénario de tensions montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes.

QUE SE PASSE-T-IL SI SAINT OLIVE GESTION N'EST PAS EN MESURE D'EFFECTUER LES VERSEMENTS ?

Le produit est une copropriété d'instruments financiers et de dépôts distincte de la Société de gestion de portefeuille. En cas de défaillance de cette dernière, les actifs du produit conservés par le dépositaire ne seront pas affectés. En cas de défaillance du dépositaire, le risque de perte financière du produit est atténué en raison de la ségrégation légale des actifs du dépositaire de ceux du produit.

L'investissement dans le Fonds ne fait pas l'objet d'une couverture de risque et n'est pas garanti en capital.

QUE VA ME COÛTER CET INVESTISSEMENT ?

Il se peut que la personne qui vous vend ce produit ou qui vous fournit des conseils à son sujet vous demande de payer des coûts supplémentaires. Si c'est le cas, cette personne vous informera au sujet des coûts et vous montrera l'incidence de l'ensemble de ces coûts sur votre investissement.

COÛTS AU FIL DU TEMPS

Les tableaux présentent les montants prélevés sur votre investissement afin de couvrir les différents types de coûts. Ces montants dépendent du montant que vous investissez, du temps pendant lequel vous détenez le produit et du rendement du produit. Les montants indiqués ici sont des illustrations basées sur un exemple de montant d'investissement et différentes périodes d'investissement possibles.

Nous avons supposé que :

- qu'au cours de la première année vous récupérez le montant que vous avez investi (rendement annuel de 0%), que pour les autres périodes de détention, le produit évolue de la manière indiquée par le scénario intermédiaire.
- 10 000 EUR investis.

INVESTISSEMENT DE 10 000€

	Si vous sortez après 1 an	Si vous sortez après 5 ans *
Coûts totaux maximum	600 €	1 650 €
Incidence des coûts annuels **	6,0%	2,9%

* La période de détention recommandée est de 5 ans

** Elle montre dans quelle mesure les coûts réduisent annuellement votre rendement au cours de la période de détention. Par exemple, elle montre que si vous sortez à la fin de la période de détention recommandée, il est prévu que votre rendement par an soit de 4,6 % avant déduction des coûts et de 1,7% après cette déduction

COMPOSITION DES COÛTS

Le tableau ci-dessous indique :

- l'incidence annuelle des différents types de coûts sur le rendement que vous pourriez obtenir de votre investissement à la fin de la période d'investissement recommandée,
- la signification des différentes catégories de coûts.

Coûts ponctuels à l'entrée ou à la sortie		Si vous sortez après 1 an
Coûts d'entrée	2% du montant que vous payez au moment de l'entrée dans l'investissement.	Jusqu'à 200 EUR
Coûts de sortie	2% de votre investissement avant qu'il ne vous soit payé.	Jusqu'à 200 EUR
Coûts récurrents prélevés chaque année		
Frais de gestion et autres frais administratifs ou d'exploitation	1,9% de la valeur de votre investissement par an. Cette estimation se base sur les coûts réels au cours de l'année dernière.	Jusqu'à 190 EUR
Coûts de transaction	0,14% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction de la quantité que nous achetons et vendons.	Jusqu'à 14 EUR
Coûts accessoires prélevés sous certaines conditions		
Commission liée aux résultats	Aucune commission liée aux résultats n'existe pour ce produit.	0 EUR

COMBIEN DE TEMPS DOIS-JE LE CONSERVER ET PUIS-JE RETIRER DE L'ARGENT DE FAÇON ANTICIPÉE ?

Période de détention recommandée : 5 ans

La période de détention recommandée a été choisie en considérant les caractéristiques du Fonds et notamment le profil de risques et les fluctuations de marché. Vous devez être prêt à conserver votre investissement pendant au moins 5 ans.

Vous pouvez formuler une demande de rachat à tout moment, y compris avant la fin de la période de détention recommandée.

La valeur liquidative est établie quotidiennement, à l'exception des jours fériés légaux ou des jours de fermeture de la Bourse de Paris conformément au calendrier officiel d'Euronext. Dans ce cas, la valeur liquidative est établie le jour ouvré suivant.

Les ordres de souscription et de rachat sont centralisés le jour ouvré précédant le jour d'établissement de la VL par le dépositaire avant 12h20 (heure de Paris). Les ordres sont pris en compte à cours inconnu : les ordres sont exécutés sur la base de la prochaine valeur liquidative calculée sur les cours de clôture du même jour (bourse du jour J) et publiée en J+1 ouvré.

COMMENT PUIS-JE FORMULER UNE RÉCLAMATION ?

Pour toute réclamation, l'interlocuteur habituel du souscripteur est à sa disposition.

Si une réponse satisfaisante n'a pas pu lui être apportée, il peut formuler une réclamation selon les modalités suivantes :

- par courrier : SAINT OLIVE GESTION, 84 rue Duguesclin 69006 Lyon.

- par email à l'adresse suivant : lyon@bsosoc.com.

Dans le cas d'une réclamation, vous devez indiquer clairement vos coordonnées (nom, adresse, numéro de téléphone ou adresse e-mail) et fournir une explication détaillée.

AUTRES INFORMATIONS PERTINENTES

Des informations plus détaillées sur ce Fonds, telles que le prospectus, le règlement ainsi que le dernier rapport annuel et semestriel, peuvent être obtenues gratuitement, auprès de la Société de Gestion ou en ligne : www.banquesaintolive.com

RAPPORT D'ACTIVITE

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET DE MARCHÉ

L'année 2025 a démarré sur une tendance nettement plus positive pour les marchés européens, notamment la France, que 2024.

Tout d'abord, la perspective de négociations de paix entre la Russie et l'Ukraine et des publications de sociétés en majorité supérieures aux attentes ont permis une nette surperformance européenne avec des hausses de plus de 10% alors que les indices américains passaient rapidement dans le rouge. .

Globalement, en termes sectoriels, la consommation, notamment le luxe et l'alimentation, la santé et le secteur bancaire reprenaient des couleurs, tout comme les valeurs de défense et certaines industrielles cycliques, tandis que l'automobile et sauf exception les valeurs de technologie étaient pénalisées.

Mais le plan de relance annoncé par l'Allemagne fin février a entraîné une hausse des taux longs (40 points de base sur le 10 ans) qui a amené une première correction des marchés actions début mars. Parallèlement, le marché américain a accentué sa baisse suite à des indicateurs avancés et des indices de confiance dénotant un net ralentissement de la croissance. En outre, la situation géopolitique a recommencé à s'enliser avec de nouvelles exigences de Donald Trump vis-à-vis de l'Ukraine, la reprise des « exercices militaires » chinois autour de Taïwan et des menaces de la part de Poutine, sans oublier le conflit israélo-palestinien qui n'est pas résolu.

La volatilité s'est encore accélérée avec l'annonce d'une nouvelle salve de hausse des tarifs douaniers pour le 2 avril, dont l'estimation donnée autour de 20%, finalement largement au-dessus, voire spectaculaire pour de nombreux pays, ne peut qu'avoir un impact négatif sur la croissance mondiale, ainsi que sur l'inflation, des hausses de prix compensatoires devant être également envisagées par les entreprises.

Le seul point positif résultant de tout ceci est la reprise de la baisse des taux longs et l'anticipation de politiques monétaires plus accommodantes y compris aux Etats-Unis malgré les risques inflationnistes.

Les indices actions ont donc corrigé de l'ordre de 4% en mars, revenant à une hausse de l'ordre de 5% en Europe sur le trimestre et atteignant une baisse de près de 5% pour le S&P 500 et de 10% sur le Nasdaq, à laquelle s'ajoute une baisse du dollar de 4% environ.

Les marchés ont été extrêmement chahutés en avril du fait des voltes-faces de Donald Trump sur les droits de douane essentiellement.

Après l'annonce de hausses inimaginables le 2 avril, le Président américain les a finalement suspendus pour 3 mois le 9 avril, avant d'engager diverses discussions bilatérales sur tous les sujets. Les marchés se sont donc effondrés de 10 à 15% avant de reprendre plus des deux tiers de cette baisse sur la fin du mois. Le marché américain (S&P 500) n'en reste pas moins en baisse de plus de 5% depuis le début de l'année et de 15% en euro, le MSCI monde de 10% en euro et les indices européens ont ramené leur hausse entre 2 et 5%.

Les taux longs ont fini par se détendre à nouveau et les spreads de crédit ont réalisé un pic temporaire de l'ordre de 150 points de base avant de retrouver des niveaux proches de 300 sur le Cross-over 3-5, dans la ligne du comportement du marché actions. Les publications de résultats continuent à ne pas être spécialement décevantes mais l'incertitude entraîne le consensus des prévisions à la baisse.

Au cours du mois de mai, les marchés sont restés soumis aux voltes-faces du Président américain : moratoire de 90 jours accordé à la Chine, nouvelles menaces de taxes douanières à 50% contre l'Union Européenne, pour le moment décalées au 9 juillet, entre autres..

Néanmoins, ce sont principalement les marchés obligataires qui en ont subi les conséquences, avec une remontée des taux 10 ans américains de plus de 20 points de base et une pentification des courbes de rendement.

Par ailleurs, l'inflation reste maîtrisée et la saison des résultats a été moins mauvaise que prévu, notamment aux Etats-Unis. Les indices actions sont donc remontés significativement (Etats-Unis 6 à 9 % en dollar, Europe de l'ordre de 4%). La défense, les banques et la construction ont mené le jeu, tandis que l'automobile, les pétrolières et la santé sont en queue de peloton.

RAPPORT ANNUEL 2025

La volatilité a continué à dominer sur les marchés au mois de juin mais les indices actions ont terminé le semestre sur une tendance positive. Le STOXX 600 s'inscrit à +6,6% à fin juin et le CAC 40 de 3,9% sur 6 mois, encore pénalisé par le poids des valeurs de croissance. Le S&P 500 est en hausse de 5,5%, pour l'essentiel regagné en juin, mais avec un dollar qui poursuit sa chute à 13% par rapport à l'Euro depuis le début de l'année, dont 3% sur le mois de juin.

La BCE a de nouveau baissé ses taux directeurs tandis que la Réserve Fédérale maintenait le statu quo malgré la pression de Donald Trump. Les signes de ralentissement économique et une inflation qui reste sage malgré les conflits au Moyen-Orient ont permis aux taux obligataires et aux spreads de crédit de rester relativement bien orientés.

Les marchés financiers ont plutôt fait du surplace en juillet, tiraillés entre des tendances contradictoires.

Du côté macroéconomique, la croissance a été relativement soutenue aux Etats-Unis avec un PIB en hausse de 3% au 2ème trimestre après -0.5% au 1er, soit +2% sur un an, et toujours atone en zone euro (+0.1% au 2ème trimestre et +1.4% sur un an).

Les chiffres d'inflation sont restés de part et d'autre de l'Atlantique inférieurs à 3%, et même de 1% en France, ce qui a limité la hausse des taux longs souverains à 10 ans entre 15 et 20 points de base sur le mois. Mais les droits de douane vont sans doute infléchir la tendance au second semestre.

Ceci explique le maintien du statu quo pour les banques centrales lors de leur réunion mensuelle.

Les publications de sociétés pour le 2ème trimestre ont été en majeure part supérieures aux attentes, notamment sur les financières et autres valeurs domestiques, la défense, la technologie et tout ce qui est lié à l'intelligence artificielle. Néanmoins, les révisions à la baisse des analystes se poursuivent en Europe pour 2025.

Les négociations sur les droits de douane ont finalement abouti à un taux de 15% pour l'Europe et le Japon, un peu moins élevé que prévu et que pour de nombreux autres pays, mais pèseront à partir du 1er août, tandis que la baisse du dollar est également un facteur négatif pour tous les groupes exportateurs.

Le mois d'août est resté favorable aux indices boursiers, avec une tendance légèrement positive, notamment aux Etats-Unis. La technologie a pourtant continué à être controversée, notamment du fait des pressions concurrentielles sur Nvidia et la dollar à s'affaiblir du fait des anticipations de baisse des taux de la Réserve Fédérale.

A Jackson Hole, le discours de J. Powell a en effet accredité la thèse d'au moins deux baisses d'un quart de point d'ici à la fin de l'année, ce qui est dorénavant anticipé par les courbes de taux.

En Europe, une fois l'accord commercial digéré, les marchés ont continué à progresser légèrement du fait de résultats toujours révisés à la hausse mais l'actualité politique est venue y mettre un frein.

D'une part, au niveau international, même si les négociations de paix entre la Russie et l'Ukraine ont avancé, un accord est loin d'avoir été trouvé sur les frontières territoriales.

D'autre part, l'annonce surprise de François Bayrou est interprétée comme une chute annoncée de son gouvernement le 8 septembre, nous ramenant à la période d'incertitude post dissolution. Néanmoins, le spread OAT-Bund a une nouvelle fois tenu le haut de fourchette de 80 points de base.

Septembre a été positif pour la plupart des indices boursiers en dépit des nombreuses incertitudes. Le principal facteur favorable est probablement la baisse d'un quart de point des taux directeurs de la Réserve Fédérale qui a compensé le statu quo en Europe, dans un contexte où la croissance américaine reste solide malgré la faiblesse de l'emploi et la poursuite des gesticulations du Président américain. La baisse des taux longs s'est donc poursuivie de façon générale, à la faveur également d'une inflation toujours sous contrôle grâce au prix du pétrole et de nombreuses matières premières en baisse, l'or faisant toujours partie des exceptions.

La France reste un cas particulier avec une situation politique toujours sans issue et une pression sur les taux d'intérêt qui pourrait rejaillir, ce qui a entraîné un retournement du leadership sectoriel, les financières cessant de surperformer et les valeurs de croissance de sous-performer. La question d'un ralentissement économique plus marqué reste néanmoins posée avec un attentisme des entreprises visible à la fois dans les chiffres publiés et dans les commentaires des dirigeants à l'occasion des publications. Les prévisions de résultats pour la fin de l'année sont donc de façon générale toujours révisées à la baisse en Europe et en France particulièrement.

RAPPORT ANNUEL 2025

Le mois d'octobre est resté relativement favorable pour les marchés tant du côté des actions que des obligations.

Les taux d'intérêt longs se sont détendus avec des chiffres d'inflation toujours sous contrôle et l'attente de la baisse des taux d'intérêt de la Réserve Fédérale d'1/4 de point, puis ont subi des prises de bénéfices sur les derniers jours du mois après l'annonce d'un statu quo pour décembre ainsi que pour la BCE.

Les publications des sociétés ont démarré de façon positive avec peu de déceptions, et un consensus révisé à la hausse pour 2026. La technologie a notamment continué à bénéficier de nombreuses annonces d'investissements ou de partenariats dans l'intelligence artificielle, tandis que la santé et le luxe poursuivaient leur rebond. Néanmoins la tendance s'est également infléchie en fin de mois avec un arrêt de l'amélioration de la situation politique internationale, la prolongation du « shutdown » américain et les discussions sur le budget en France en particulier.

Après avoir été bien chahutés début novembre, les marchés financiers se sont repris en fin de mois et terminent relativement inchangés.

Les incertitudes ont porté sur :

- la baisse supplémentaire des taux de la Réserve Fédérale en décembre, du fait d'une activité toujours soutenue malgré certaines statistiques négatives dans un contexte de « shut down » le plus long ;

- les craintes concernant la formation d'une bulle spéculative autour de l'Intelligence Artificielle qui a entraîné une baisse significative des valeurs liées à ce secteur.

Paradoxalement, ce sont les taux d'intérêt obligataires européens qui sont remontés sur le mois alors qu'ils se détendaient aux Etats-Unis, sans doute rassurés sur le premier point. Sur les marchés actions, ce sont les valeurs de croissance chères qui ont sous-performé en corrélation avec la technologie, tandis que les financières et les industrielles résistaient mieux.

Les marchés ont accentué leur tendance au mois de décembre, avec des marchés actions et crédit poursuivant leur hausse, tandis que les taux d'intérêt longs se tendaient en début de mois pour revenir inchangés au 31 décembre.

Les indices actions européens sont en hausse entre 10 et 20% sur l'année (Eurostoxx 50 + 18.2%, CAC 40 + 10.4%, S&P 500 + 16% en dollar, Nikkei + 26% en yen...) et des marchés de crédit en hausse de 3% (IG) à 5% (HY) sur le 3-5 ans grâce à la poursuite du désendettement des entreprises. Les marchés actions anticipent en effet une croissance des bénéfices supérieure à 10% en 2026. L'or a continué à caracoler tandis que le pétrole restait sous pression (Brent -18% sur l'année)..

Les taux longs des emprunts d'Etat se sont significativement tendus sur l'année, dépassant en Europe les niveaux de la crise de l'euro de 2011 pour le 30 ans et en décembre sur le 10 ans. Le désendettement des Etats n'est en effet pas à l'ordre du jour, notamment aux Etats-Unis et en France.

Les valeurs de croissance ont souffert du fait de leur valorisation élevée et donc sous-performé toute l'année à l'exception de quelques phases de rebond, tandis que les valeurs cycliques industrielles ou de consommation connaissaient une rotation importante quoi que variable au gré des différents secteurs (surperformance de la défense en début d'année, de la santé en fin d'année).

Les valeurs financières, de rendement et les utilities ont clairement le mieux tiré leur épingle du jeu. La technologie est restée leader notamment aux Etats-Unis malgré une correction significative et la construction électrique a également connu une évolution favorable pour les data centers, du fait de perspectives toujours révisées à la hausse de l'intelligence artificielle.

Paradoxalement, les mauvaises nouvelles économiques se sont finalement transformées en bonnes nouvelles financières : les marchés obligataires ont bénéficié des baisses de taux monétaires (3 de la Réserve Fédérale, 4 de la BCE), les dirigeants allemands ont mis en place des mesures de relance budgétaire, et les entreprises ont adapté leurs structures de coûts et leurs implantations géographiques. Ceci a permis un rééquilibrage en fin d'année avec une consommation résiliente aux Etats-Unis malgré un taux de chômage atteignant 4.5%, une hausse des tarifs douaniers américains limitée à environ 15% en moyenne, une inflation autour de 2% en zone euro, un dollar stabilisé après une baisse de près de 14% par rapport à l'euro et des avancées en matière de paix tant au Proche Orient qu'entre la Russie et l'Ukraine.

RAPPORT ANNUEL 2025

POLITIQUE DE GESTION

Les indices actions européens sont en hausse entre 10 et 20% sur l'année (Eurostoxx 50 + 18.2%, CAC 40 + 10.4%). Les marchés actions anticipent en effet une croissance des bénéficiaires supérieure à 10% en 2026 malgré des révisions en baisse sur 2025.

Les taux longs des emprunts d'Etat se sont significativement tendus sur l'année, dépassant en Europe les niveaux de la crise de l'euro de 2011 pour le 30 ans et en décembre sur le 10 ans. Le désendettement des Etats n'est en effet pas à l'ordre du jour, notamment aux Etats-Unis et en France.

Les valeurs de croissance ont souffert du fait de leur valorisation élevée et donc sous-performé toute l'année à l'exception de quelques phases de rebond, tandis que les valeurs cycliques industrielles ou de consommation connaissent une rotation importante quoique variable au gré des différents secteurs (surperformance de la défense en début d'année, de la santé en fin d'année).

Les valeurs financières, de rendement et les utilities ont clairement le mieux tiré leur épingle du jeu. La technologie est restée leader notamment aux Etats-Unis malgré une correction significative et la construction électrique a également connu une évolution favorable pour les data centers, du fait de perspectives toujours révisées à la hausse de l'intelligence artificielle.

Nous avons effectué un aller-retour en juillet sur SEMCO Technologie qui a permis de dégager un gain de plus de 50%. En septembre, nous avons vendu Guerbet avant le profit warning pour initier une ligne Aubay qui est montée de plus de 17% depuis. Nous avons également vendu TFF en septembre, Jacques Bogart, Safilo, Cie des Alpes et CBOT en novembre et allégé la ligne Lebon en fin d'année.

Le fonds termine l'année 2025 en baisse de 2.43% et l'indice PEA-PME 150 en hausse de 33.93%.

PRINCIPAUX MOUVEMENTS DU PORTEFEUILLE

Les 5 principaux mouvements à l'achat sont les suivants :

Instrument financier	Quantité	Montant
M6-METROPOLE TEL	12 500	171 617,33 €
AUBAY	3 500	170 130,58 €
LISI	3 800	168 882,08 €
HAVAS BV	100 000	168 773,19 €
SEMCO TECHNOLOGI	1 442	21 630,00 €

Les 5 principaux mouvements à la vente sont les suivants :

Instrument financier	Quantité	Montant
GUERBET	13 000	186 083,15 €
EINHELL (HANS)P	3 000	184 060,35 €
TALGO SA	52 000	169 065,48 €
TFF GROUP	7 000	114 255,18 €
CIE DES ALPES	4 500	96 737,56 €

La société de gestion a réalisé au total sur l'exercice écoulé :

- Acquisitions : 701 033,18 €
- Cessions : 1 649 748,26 €

RISQUE GLOBAL

Conformément au prospectus du Fonds, la méthode retenue pour le calcul du risque global est la méthode du calcul de l'engagement.

GESTION DES LIQUIDITES

Au cours de la période, la société de gestion s'est assurée de la cohérence de la stratégie d'investissement du Fonds avec sa liquidité en organisant régulièrement des stress-tests sur l'actif et le passif du Fonds.

RAPPORT ANNUEL 2025

Les résultats de stress-tests sont liés aux conditions de marché passées et ne constituent pas une garantie face aux conditions de marché futures. A ce jour, aucun actif du fonds ne fait l'objet d'un traitement spécial du fait de sa nature non liquide.

Pour évaluer le risque de liquidité de l'actif, la société de gestion utilise en conditions normales et stressées les scénarios suivants :

- Poids de l'actif net liquidable en 1 jour ou moins ;
- Poids de l'actif net liquidable en 7 jours au moins ;
- Poids de l'actif net liquidable en 30 jours au moins ;
- Poids de l'actif net liquidable en plus de 30 jours.

Au 31 décembre 2025, il a été obtenu les résultats suivants :

Type de ratio	Identification du ratio	Limite	Scenario	Résultat	Statut
Liquidité à l'actif	Poids de l'AN liquidable en ≤ 1	5%	Conditions normales	21,73%	Ok
Liquidité à l'actif	Poids de l'AN liquidable en ≤ 7	45%	Conditions normales	71,32%	Ok
Liquidité à l'actif	Poids de l'AN liquidable en ≤ 30	75%	Conditions normales	87,01%	Ok
Liquidité à l'actif	Poids de l'AN liquidable en > 30	25%	Conditions normales	9,71%	Ok
Liquidité à l'actif	Poids de l'AN liquidable en ≤ 1	5%	Conditions exceptionnelles	16,66%	Ok
Liquidité à l'actif	Poids de l'AN liquidable en ≤ 7	15%	Conditions exceptionnelles	48,06%	Ok
Liquidité à l'actif	Poids de l'AN liquidable en ≤ 30	40%	Conditions exceptionnelles	82,41%	Ok
Liquidité à l'actif	Poids de l'AN liquidable en > 30	60%	Conditions exceptionnelles	14,31%	Ok

Pour évaluer le risque de liquidité du passif, la société de gestion utilise les scénarios de rachats globaux suivants :

- Nombre de jours pour honorer 10% de rachats ;
- Nombre de jours pour honorer 25% de rachats ;
- Nombre de jours pour honorer 50% de rachats ;
- Nombre de jours pour honorer 75% de rachats.

Au 31 décembre 2025, il a été obtenu les résultats suivants :

Type de ratio	Identification du ratio	Limite	Scenario	Résultat	Statut
Hypothèses de Rachats globaux	Nombre de jours pour honorer 10% de rachats	2 j	Conditions normales	0,4 j	Ok
Hypothèses de Rachats globaux	Nombre de jours pour honorer 25% de rachats	10 j	Conditions normales	1,03 j	Ok
Hypothèses de Rachats globaux	Nombre de jours pour honorer 50% de rachats	15 j	Conditions normales	3,75 j	Ok
Hypothèses de Rachats globaux	Nombre de jours pour honorer 75% de rachats	0 j	Conditions normales	8,98 j	Ok
Hypothèses de Rachats globaux	Nombre de jours pour honorer 10% de rachats	3 j	Conditions exceptionnelles	0,79 j	Ok
Hypothèses de Rachats globaux	Nombre de jours pour honorer 25% de rachats	15 j	Conditions exceptionnelles	2,05 j	Ok
Hypothèses de Rachats globaux	Nombre de jours pour honorer 50% de rachats	25 j	Conditions exceptionnelles	7,5 j	Ok
Hypothèses de Rachats globaux	Nombre de jours pour honorer 75% de rachats	0 j	Conditions exceptionnelles	17,96 j	Ok

RAPPORT ANNUEL 2025

EXERCICE DES DROITS DE VOTE

Conformément à la réglementation en vigueur, SAINT OLIVE GESTION établit et maintient opérationnelle la présente Politique de vote afin de présenter les conditions dans lesquelles elle entend exercer son rôle d'actionnaire auprès des entreprises dans lesquelles les Fonds investissent.

SAINT OLIVE GESTION considère que l'exercice des droits de vote auprès des entreprises en portefeuille permet une influence positive sur ceux-ci. Dans le cadre de l'exercice des droits de vote, la société de gestion prend nécessaire en compte l'évolution comportementale des entreprises.

SAINT OLIVE GESTION exerce les droits de vote attachés aux actions détenues par les Fonds qu'elle gère de la manière suivante :

Pour les Fonds gérés, l'exercice des droits de vote est assuré pour les 10 entreprises dont l'encours cumulé est le plus important au 31/12/n-1. La société de gestion se réserve la possibilité d'exercer les droits de vote attachés à d'autres titres détenus par les Fonds gérés dans l'intérêt des porteurs ou actionnaires.

SAINT OLIVE GESTION publie annuellement un rapport sur l'exercice des droits de vote pour les Fonds gérés. La société de gestion publie également un rapport spécifique pour chaque Fonds labellisés ISR.

Le rapport sur l'exercice des droits de vote est publié sur le site internet du groupe BANQUE SAINT OLIVE (www.banquesaintolive.com). SAINT OLIVE GESTION transmet également le rapport sur l'exercice des droits de vote sur simple demande.

Pour l'année 2025, il n'y a pas eu à relever de situation de conflits d'intérêts lors de l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les OPC que gère la société de gestion.

INFORMATIONS RELATIVES A LA SOCIETE DE GESTION

SYSTEMES OPERANTS

Au cours de l'exercice écoulé, il n'y a pas eu de changement majeur des systèmes opérants.

CONTROLE DES OPERATIONS

Au cours de l'exercice écoulé, il n'y a pas eu d'incident opérationnel significatif donnant lieu à une indemnisation du Fonds et/ou de ses porteurs.

SUIVI DES RECLAMATIONS

Au cours de l'exercice écoulé, la société de gestion n'a reçu aucune réclamation concernant le Fonds.

RAPPORT DE CONFORMITE

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion établit et maintient opérationnels des mécanismes de contrôle interne appropriés, conçus pour garantir le respect des décisions et procédures à tous les niveaux de la société de gestion de portefeuille.

Le dispositif de conformité et de contrôle interne doit comprendre un ensemble de moyens, de comportements, de procédures et d'actions adaptés aux caractéristiques de la société de gestion afin d'assurer la maîtrise des risques liés à ses activités.

La société de gestion a désigné un Responsable de la Conformité et du Contrôle Interne (RCCI), lequel doit disposer de l'indépendance, de l'autorité, des ressources et de l'expertise nécessaires pour remplir ses missions de façon efficace. Il doit également disposer d'un accès à toutes les informations nécessaires à l'exercice de ses missions.

Pour garantir l'indépendance et l'autorité de la fonction de conformité, le RCCI est rattaché hiérarchiquement aux dirigeants effectifs de la société de gestion, qui participent à la définition et la mise en œuvre du dispositif de conformité et de contrôle interne.

Pour déterminer le programme de contrôle et la fréquence des missions de contrôle, la fonction de conformité doit adopter une approche fondée sur le risque. Chaque année, le RCCI établit un Plan de Conformité et de Contrôle Interne qui précise la nature et l'étendue des travaux récurrents en matière de contrôle de 2ème niveau interne ainsi que leurs périodicités. A titre d'exemple, les contrôles suivants sont assurés : contrôle de la documentation réglementaire des Fonds, contrôle des modalités de transmissions d'ordres, contrôle des enregistrements téléphoniques, contrôles des règles d'investissement, contrôle de la valorisation, contrôle du risque de liquidité à l'actif et au passif, contrôle des prestataires extérieurs (dépositaire, valorisateur, gestionnaire financier le cas échéant), contrôle des franchissements de seuil, contrôle des conflits d'intérêts, contrôle relatif à la LCB-FT, contrôle du respect du règlement déontologique par les salariés de la société de gestion, contrôle de la rémunération des salariés et de la gouvernance de la société de gestion.

Au cours de l'exercice écoulé, il n'a été identifié aucune anomalie significative lors des contrôles.

RAPPORT SUR LES RISQUES

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion doit mettre en œuvre des systèmes appropriés de gestion des risques afin de détecter, mesurer, gérer et suivre de manière adaptée tous les risques relevant de chaque stratégie d'investissement des Fonds gérés et auxquels chaque Fonds est exposé ou susceptible d'être exposé.

La société de gestion établit une Politique de prévention et de gestion des risques afin de présenter, d'une part, le dispositif en vigueur et, d'autre part, les principaux risques auxquels la société de gestion est ou peut être confrontée dans le cadre de ses activités.

La fonction permanente de gestion des risques dispose des moyens humains et techniques nécessaires pour exercer d'une manière efficace les activités de gestion des risques. En particulier, elle dispose d'une compétence et d'une expertise professionnelle et de systèmes et techniques adaptés à la complexité de la stratégie mise en place et aux instruments utilisés dans les Fonds gérés.

En application de la Politique d'investissement, les Fonds gérés sont susceptibles d'être exposés aux risques suivants : risque lié à la gestion discrétionnaire, risque de marché, risque de liquidité, risque lié aux actions, risque de taux, risque de crédit, risque de change, risque en matière de durabilité, etc.

Au cours de l'exercice écoulé, il n'a été identifié aucune anomalie significative lors des contrôles sur les risques.

RAPPORT DES FRAIS D'INTERMEDIATION

Conformément à l'article 314-82 du Règlement Général de l'AMF, lorsque les modalités prévues par ce même article sont remplies, le compte rendu relatif aux frais d'intermédiation pour l'exercice précédent est disponible sur simple demande adressée à la société de gestion.

UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS GERES PAR LA SOCIETE DE GESTION OU UNE SOCIETE LIEE

Le tableau des instruments financiers gérés par la société de gestion ou une société liée est présenté en annexes des comptes annuels.

AUDIT EXTERNES

Au cours de l'exercice écoulé, les Commissaires aux comptes du Fonds n'ont pas émis de « Management Letter » faisant état de commentaires et/ou de recommandations sur les sujets couverts par leur mission.

Au cours de l'exercice écoulé, les Commissaires aux comptes de la société de gestion n'ont pas émis de « Management Letter » faisant état de commentaires et/ou de recommandations sur les systèmes de contrôle interne et sur les autres sujets couverts par leur mission.

AUTRES INFORMATIONS

PROCEDURE DE SELECTION DES INTERMEDIAIRES

Conformément à sa Politique de meilleure sélection et de meilleure exécution, la société de gestion veille à obtenir le meilleur résultat possible grâce aux intermédiaires financiers sélectionnés.

Afin d'obtenir la meilleure exécution de ses ordres, SAINT OLIVE GESTION a mis en place la présente procédure de sélection des intermédiaires financiers qui lui permet de retenir des prestataires de qualité sur la base de différents critères objectifs :

- Prix et coût du service ;
- Organisation humaine (effectif et communication) ;
- Organisation matérielle (enregistrement et traitement) ;
- Réputation sur la classe d'actif.

La liste des intermédiaires agréés est établie à l'échelle du groupe BANQUE SAINT OLIVE.

Toute latitude est laissée aux gestionnaires de portefeuille pour choisir les intermédiaires avec lesquels ils souhaitent opérer parmi ceux inscrits sur la liste interne des intermédiaires admis.

Les intermédiaires financiers autorisés font l'objet d'une évaluation annuelle afin de s'assurer qu'ils disposent des agréments ainsi que des moyens humains et techniques nécessaires à l'accomplissement de leur mission. A l'occasion de cette évaluation, il est également évalué la qualité des services d'exécution qu'ils fournissent.

L'intermédiaire financier, dont l'évaluation fait apparaître une note inférieure à la moyenne, est mis en période d'observation dont la durée est fixée à cette occasion. Si, à l'issue d'une seconde évaluation, sa note est toujours inférieure à la moyenne, la société de gestion peut décider de radier l'intermédiaire financier en considérant que la qualité de service est insuffisante.

Parmi les différents modèles de financement de la recherche introduits par la directive MIF 2, la société de gestion a retenu la solution consistant à prendre à sa charge, le cas échéant, le coût des travaux relatifs à la recherche. Le coût des travaux relatifs à la recherche ne sera donc pas facturé aux Fonds gérés.

POLITIQUE DE GESTION DES CONFLITS D'INTERETS

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion prend toutes les mesures raisonnables pour détecter les situations de conflits d'intérêts.

Pour mémoire, un conflit d'intérêts peut être défini comme une situation qui naît quand l'exercice indépendant, impartial et objectif des fonctions d'une personne est susceptible d'être influencé par un autre intérêt public ou privé distinct de celui qu'il doit défendre dans ces fonctions. Un intérêt est la source d'un avantage de quelque nature que ce soit, matériel ou immatériel, professionnel, commercial, financier ou personnel.

Un conflit d'intérêts peut se présenter notamment lors de la gestion d'un Fonds pour lequel les intérêts de la société de gestion, ceux de ses collaborateurs, des partenaires commerciaux, ou des personnes physiques ou morales qui leur sont liées directement ou indirectement, sont en concurrence avec les intérêts de ses clients ; ou plusieurs clients ont des intérêts concurrents.

Pouvoir assurer en toute circonstance la primauté des intérêts des clients, la société de gestion a établi une Politique de gestion des conflits d'intérêts qui permet d'assurer, d'une part, l'identification des situations qui donnent ou sont susceptibles de donner lieu à un conflit d'intérêts, et d'autre part, la mise en œuvre de mesures permettant de prévenir, encadrer et de gérer, le cas échéant, les conflits d'intérêts.

Les procédures mises en place au sein de la société de gestion permettent notamment d'assurer un contrôle des situations suivantes :

- Sélection des prestataires essentiels ou importants ;
- Sélection des partenaires commerciaux ;
- Séparation des sociétés du groupe BANQUE SAINT OLIVE ;
- Séparation des métiers susceptibles d'engendrer des conflits d'intérêts ;
- Circulation des informations confidentielles ou privilégiées ;
- Etc.

POLITIQUE D'ÉVALUATION « ESG »

La Politique d'investissement de la société de gestion est fondée sur une analyse fondamentale approfondie des entreprises avec pour objectif d'obtenir une performance sur le long terme en considérant notamment l'évolution comportementale des entreprises face aux différents défis financiers et extra-financiers qu'elles peuvent rencontrer.

La société de gestion considère que la qualité de gouvernance des entreprises est devenue un critère central dans ses décisions d'investissement.

Dans ce sens, la société de gestion a signé les Principes pour l'Investissement Responsable des Nations Unies (UNPRI) afin de structurer sa démarche d'investisseur responsable sur le long terme. Les PRI constituent un cadre international volontaire qui engage les investisseurs à intégrer les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs décisions d'investissement et leurs pratiques de gestion.

RISQUE DE DURABILITE ET TAXONOMIE EUROPÉENNE

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion doit mettre à disposition des porteurs ou actionnaires des Fonds gérés une information sur les modalités de prise en compte dans leur politique d'investissement du risque de durabilité.

Pour mémoire, le risque en matière de durabilité est lié à un évènement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

Le Fonds ne prend pas en compte, directement et simultanément, dans sa politique d'investissement des critères relatifs au respect d'objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (dits critères « ESG »). Si la société de gestion a vocation à intégrer progressivement des critères extra-financiers dans sa politique d'investissement, elle n'a pas pour objectif de réduire le risque de durabilité.

Pour la gestion du Fonds, la société de gestion ne prend pas simultanément et automatiquement en compte les trois critères « ESG ». Les investissements sous-jacents à ce Fonds ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental tels que définis par le Règlement (UE) 2020/852.

POLITIQUE DE REMUNERATION DU PERSONNEL DE LA SOCIETE DE GESTION

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion met en œuvre une Politique de rémunération destinée à promouvoir une gestion saine, prudente et efficace afin d'éviter que la situation financière de la société de gestion soit affectée de façon préjudiciable par la rémunération versée au personnel. La Politique de rémunération s'applique notamment aux mandataires sociaux, dirigeants effectifs, aux gérants de Fonds et à tous les salariés considérés comme preneurs de risque.

La Politique de rémunération est également déterminée de manière à éviter les situations de conflits d'intérêts en prévenant les prises de risques inconsidérées ou incompatibles avec l'intérêt des clients.

Dans l'application de sa Politique de rémunération, la société de gestion considère la stratégie d'investissement, les profils de risque mais aussi les contraintes réglementaires ou contractuelles des Fonds gérés.

La part variable est liée aux résultats de chacune des sociétés du groupe concernées, ainsi :

- Aucune rémunération fixe ou variable n'est liée à la réalisation d'objectifs de vente, de courtage, de performance, etc.
- Aucune rémunération fixe ou variable n'est prise en charge par les Fonds gérés.

Les rémunérations variables versées au sein de la société de gestion sont déterminées de façon discrétionnaire. Au-delà d'un certain seuil, les rémunérations variables sont soumises à des restrictions : paiement différé sur plusieurs années.

Compte tenu de la taille de l'effectif de la société de gestion, la décomposition par catégorie de personnel n'est pas communiquée pour maintenir la confidentialité des rémunérations individuelles.

Au titre de l'année 2025, les montants des rémunérations attribuées par la société de gestion à son personnel (5 au 31 décembre 2025) se sont élevés à 942 808 euros pour la partie rémunération fixe et 453 750 euros pour la partie rémunération variable.

CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

Néant.

RESPONSABILITÉ DU RAPPORT ANNUEL

Le présent rapport annuel est établi sous la responsabilité de SAINT OLIVE GESTION.

La société de gestion atteste qu'à sa connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du Fonds.

La société de gestion atteste également que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière du Fonds.

SAINT OLIVE GESTION

Louis SAINT OLIVE
Gérant

BSO PME

Organisme de placement collectif constitué
sous forme de Fonds Commun de Placement
Siège social : 84 Rue Duguesclin
69006 LYON

Société de gestion :
SAINT OLIVE GESTION
84 Rue Duguesclin
69006 LYON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

TABLE DES MATIERES

1. OPINION	3
2. FONDEMENT DE L'OPINION	3
2.1 Référentiel d'audit	3
2.2 Indépendance	3
3. OBSERVATION	4
4. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS	4
5. VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES	4
6. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS 4	
7. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS	5

Mesdames, Messieurs,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif BSO PME, constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP), relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport et comprenant 24 pages en plus de notre rapport, soit un total de 30 pages.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'organisme de placement collectif à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

2.1 Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de Déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

3. OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels relative au changement de méthode comptable résultant de l'application du règlement comptable ANC n°2020-07.

4. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille et sur la présentation d'ensemble des comptes, au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5. VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport annuel établi par la société de gestion.

6. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité de l'organisme de placement collectif à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'organisme de placement collectif ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la société de gestion.

7. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre organisme de placement collectif.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'organisme de placement collectif à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou

événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon
Le 29 avril 2026,



FIDELIANCE RHONE ALPES SAS
Représentée par Jean-François MALLEN
Commissaire aux Comptes

BSO PME

COMPTES ANNUELS
31/12/2025

Bilan Actif au 31/12/2025 en EUR	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations corporelles nettes	0,00	0,00
Titres financiers		
Actions et valeurs assimilées (A)	5 830 273,24	7 008 761,00
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	5 830 273,24	7 008 761,00
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations convertibles en actions (B)	0,00	0,00
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées (C)	0,00	0,00
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances (D)	0,00	0,00
Négoiciés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négoiciés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Parts d'OPC et de fonds d'investissements (E)	0,00	0,00
OPCVM	0,00	0,00
FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne	0,00	0,00
Autres OPC et fonds d'investissements	0,00	0,00
Dépôts (F)	0,00	0,00
Instruments financiers à terme (G)	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres (H)	0,00	0,00
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres donnés en garantie	0,00	0,00
Créances représentatives de titres financiers prêtés	0,00	0,00
Titres financiers empruntés	0,00	0,00
Titres financiers donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Prêts (I) (*)	0,00	0,00
Autres actifs éligibles (J)	0,00	0,00
Sous-total actifs éligibles I = (A+B+C+D+E+F+G+H+I+J)	5 830 273,24	7 008 761,00
Créances et comptes d'ajustement actifs	0,00	0,00
Comptes financiers	344 932,49	299 441,07
Sous-total actifs autres que les actifs éligibles II	344 932,49	299 441,07
Total de l'actif I+II	6 175 205,73	7 308 202,07

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

Bilan Passif au 31/12/2025 en EUR	31/12/2025	31/12/2024
Capitaux propres :		
Capital	6 318 724,06	8 364 772,91
Report à nouveau sur revenu net	0,00	0,00
Report à nouveau des plus et moins-values réalisées nettes	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice	-153 879,07	-1 068 841,65
Capitaux propres I	6 164 844,99	7 295 931,26
Passifs de financement II (*)	0,00	0,00
Capitaux propres et passifs de financement (I+II)	6 164 844,99	7 295 931,26
Passifs éligibles :		
Instruments financiers (A)	0,00	0,00
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres financiers	0,00	0,00
Instruments financiers à terme (B)	0,00	0,00
Emprunts (C) (*)	0,00	0,00
Autres passifs éligibles (D)	0,00	0,00
Sous-total passifs éligibles III = (A+B+C+D)	0,00	0,00
Autres passifs :		
Dettes et comptes d'ajustement passifs	10 360,74	12 270,81
Concours bancaires	0,00	0,00
Sous-total autres passifs IV	10 360,74	12 270,81
Total Passifs : I+II+III+IV	6 175 205,73	7 308 202,07

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

Compte de résultat au 31/12/2025 en EUR	31/12/2025	31/12/2024
Revenus financiers nets		
Produits sur opérations financières :		
Produits sur actions	191 749,26	167 589,90
Produits sur obligations	0,00	0,00
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur parts d'OPC	0,00	0,00
Produits sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Produits sur opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Produits sur prêts et créances	0,00	0,00
Produits sur autres actifs et passifs éligibles	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
Sous-total produits sur opérations financières	191 749,26	167 589,90
Charges sur opérations financières :		
Charges sur opérations financières	0,00	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Charges sur opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Charges sur emprunts	0,00	0,00
Charges sur autres actifs et passifs éligibles	0,00	0,00
Charges sur passifs de financement	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Sous-total charges sur opérations financières	0,00	0,00
Total revenus financiers nets (A)	191 749,26	167 589,90
Autres produits :		
Rétrocession des frais de gestion au bénéfice de l'OPC	0,00	0,00
Versements en garantie de capital ou de performance	0,00	0,00
Autres produits	0,00	0,00
Autres charges :		
Frais de gestion de la société de gestion	-127 474,84	-155 382,56
Frais d'audit, d'études des fonds de capital investissement	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
Autres charges	0,00	0,00
Sous-total autres produits et autres charges (B)	-127 474,84	-155 382,56
Sous-total revenus nets avant compte de régularisation (C = A-B)	64 274,42	12 207,34
Régularisation des revenus nets de l'exercice (D)	-7 973,09	-679,18
Sous-total revenus nets I = (C+D)	56 301,33	11 528,16
Plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations :		
Plus ou moins-values réalisées	-1 103 040,11	-41 555,38
Frais de transactions externes et frais de cession	-23 902,46	-9 367,65
Frais de recherche	0,00	0,00
Quote-part des plus-values réalisées restituées aux assureurs	0,00	0,00
Indemnités d'assurance perçues	0,00	0,00
Versements en garantie de capital ou de performance reçus	0,00	0,00
Sous-total plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations (E)	-1 126 942,57	-50 923,03
Régularisations des plus ou moins-values réalisées nettes (F)	112 580,82	-502,32
Plus ou moins-values réalisées nettes II = (E+F)	-1 014 361,75	-51 425,35

Compte de résultat au 31/12/2025 en EUR	31/12/2025	31/12/2024
Plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisations :		
Variation des plus ou moins-values latentes y compris les écarts de change sur les actifs éligibles	873 267,43	-1 053 943,99
Ecart de change sur les comptes financiers en devises	0,00	0,00
Versements en garantie de capital ou de performance à recevoir	0,00	0,00
Quote-part des plus-values latentes à restituer aux assureurs	0,00	0,00
Sous-total plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisation (G)	873 267,43	-1 053 943,99
Régularisations des plus ou moins-values latentes nettes (H)	-69 086,08	24 999,53
Plus ou moins-values latentes nettes III = (G+H)	804 181,35	-1 028 944,46
Acomptes :		
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (J)	0,00	0,00
Acomptes sur plus ou moins-values réalisées nettes versés au titre de l'exercice (K)	0,00	0,00
Total Acomptes versés au titre de l'exercice IV = (J+K)	0,00	0,00
Impôt sur le résultat V (*)	0,00	0,00
Résultat net I + II + III + IV + V	-153 879,07	-1 068 841,65

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

Annexe des comptes annuels

A. Informations générales

A1. Caractéristiques et activité de l'OPC à capital variable

A1a.Stratégie et profil de gestion

L'objectif de gestion est la recherche d'une performance supérieure, sur la durée de placement recommandée de cinq ans, à celle de l'indicateur de référence (indice composite composé de 50% Enternext PEA-PME 150 (FR0012246023) et de 50% Euro Stoxx Small), calculé dividendes nets réinvestis, dans le respect de la réglementation PEA PME.

Le prospectus / règlement de l'OPC décrit de manière complète et précise ces caractéristiques.

A1b.Eléments caractéristiques de l'OPC au cours des 5 derniers exercices

	31/12/2021	30/12/2022	29/12/2023	31/12/2024	31/12/2025
Actif net en EUR	11 847 124,68	9 575 657,95	8 455 627,57	7 295 931,26	6 164 844,99
Nombre de titres	60 037	61 480	55 372	54 777	47 440
Valeur liquidative unitaire	197,33	155,75	152,70	133,19	129,95
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes	13,43	9,48	-2,49	-0,93	-21,38
Capitalisation unitaire sur revenu	-0,78	1,25	0,28	0,21	1,18

A2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2020-07 modifié par le règlement ANC 2022-03.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « Plus ou moins values latentes ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatifs à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Frais facturés au FCP	Assiette	Taux barème maximum (TTC)
Frais de gestion financière	Actif net	2% annuel
Frais administratifs externes à la société de gestion	Actif net	1% annuel
Commission de mouvement Répartition entre les prestataires suivants : Société de gestion (85%) Dépositaire (15%)	Prélèvement sur chaque transaction	Marché Euronext Paris = 1,10% Marché étranger = 1,10%
Commission de surperformance	Néant	Néant

Les frais de transaction sont prélevés à chaque transaction conformément à la procédure décrite dans le prospectus.

Les frais liés à la recherche au sens de l'article 314-21 du Règlement général de l'AMF sont payés à partir des ressources propres de la société de gestion et ne sont pas facturés au FCP.

Pour toute information complémentaire, le porteur pourra se reporter au rapport annuel du FCP.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le revenu :

Le revenu net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'

exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Conformément à la réglementation pour les parts ouvrant droit à distribution :

Les sommes mentionnées « le revenu » et « les plus et moins-values » peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

La mise en paiement des sommes distribuables est effectuée dans un délai maximal de cinq mois suivant la clôture de l'exercice.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation des revenus nets	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Part BSO PME C	Capitalisation	Capitalisation

B. Evolution des capitaux propres et passifs de financement
B1. Evolution des capitaux propres et passifs de financement

Evolution des capitaux propres au cours de l'exercice en EUR	31/12/2025	31/12/2024
Capitaux propres début d'exercice	7 295 931,26	8 455 627,57
Flux de l'exercice :		
Souscriptions appelées (y compris la commission de souscription acquise à l'OPC)	207 114,45	601 085,27
Rachats (sous déduction de la commission de rachat acquise à l'OPC)	-1 148 800,00	-668 121,90
Revenus nets de l'exercice avant comptes de régularisation	64 274,42	12 207,34
Plus ou moins-values réalisées nettes avant comptes de régularisation	-1 126 942,57	-50 923,03
Variation des plus ou moins-values latentes avant comptes de régularisation	873 267,43	-1 053 943,99
Distribution de l'exercice antérieur sur revenus nets	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur plus ou moins-values réalisées nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur plus-values latentes	0,00	0,00
Acomptes versés au cours de l'exercice sur revenus nets	0,00	0,00
Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus ou moins-values réalisées nettes	0,00	0,00
Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus-values latentes	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
Capitaux propres en fin d'exercice (= Actif net)	6 164 844,99	7 295 931,26

B2. Reconstitution de la ligne « capitaux propres » des fonds de capital investissement et autres véhicules

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B3. Evolution du nombre de parts au cours de l'exercice
B3a. Nombre de parts souscrites et rachetées pendant l'exercice

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice	1 568	207 114,45
Parts rachetées durant l'exercice	-8 905	-1 148 800,00
Solde net des souscriptions/rachats	-7 337	-941 685,55
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	47 440	

B3b. Commissions de souscription et/ou rachat acquises

	En montant
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00

B4. Flux concernant le nominal appelé et remboursé sur l'exercice

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B5. Flux sur les passifs de financement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B6. Ventilation de l'actif net par nature de parts

Libellé de la part Code ISIN	Affectation des revenus nets	Affectation des plus ou moins- values nettes réalisées	Devise de la part	Actif net par part	Nombre de parts	Valeur liquidative
BSO PME C FR0011833052	Capitalisation	Capitalisation	EUR	6 164 844,99	47 440	129,95

C. Informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés
C1. Présentation des expositions directes par nature de marché et d'exposition
C1a.Exposition directe sur le marché actions (hors obligations convertibles)

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Ventilation des expositions significatives par pays				
		Pays 1	Pays 2	Pays 3	Pays 4	Pays 5
		FRANCE +/-	ITALIE +/-	ALLEMAGNE +/-	BELGIQUE +/-	LUXEMBOURG +/-
Actif						
Actions et valeurs assimilées	5 830,27	3 940,09	725,03	557,05	338,85	269,25
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif						
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan						
Futures	0,00	NA	NA	NA	NA	NA
Options	0,00	NA	NA	NA	NA	NA
Swaps	0,00	NA	NA	NA	NA	NA
Autres instruments financiers	0,00	NA	NA	NA	NA	NA
Total	5 830,27					

C1b.Exposition sur le marché des obligations convertibles - Ventilation par pays et maturité de l'exposition

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Décomposition de l'exposition par maturité			Décomposition par niveau de deltas	
		<= 1 an	1<X<=5 ans	> 5 ans	<= 0,6	0,6<X<=1
Total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

C1c.Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par nature de taux

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Ventilation des expositions par type de taux			
		Taux fixe	Taux variable ou révisable	Taux indexé	Autre ou sans contrepartie de taux
		+/-	+/-	+/-	+/-
Actif					
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	344,93	0,00	0,00	0,00	344,93
Passif					
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan					
Futures	NA	0,00	0,00	0,00	0,00
Options	NA	0,00	0,00	0,00	0,00
Swaps	NA	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres instruments financiers	NA	0,00	0,00	0,00	0,00
Total		0,00	0,00	0,00	344,93

C1d.Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par durée résiduelle

Montants exprimés en milliers EUR	[0 - 3 mois]]3 - 6 mois]]6 - 12 mois]]1 - 3 ans]]3 - 5 ans]]5 - 10 ans]	>10 ans]
	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)
	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-
Actif							
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	344,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif							
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan							
Futures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Options	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Swaps	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres instruments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	344,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(*) L'OPC peut regrouper ou compléter les intervalles de durées résiduelles selon la pertinence des stratégies de placement et d'emprunts.

C1e. Exposition directe sur le marché des devises

Montants exprimés en milliers EUR	Devise 1	Devise 2	Devise 3	Devise 4	Devise N
	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-
Actif					
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif					
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan					
Devises à recevoir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Devises à livrer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Futures options swaps	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

C1f. Exposition directe aux marchés de crédit

Montants exprimés en milliers EUR	Invest. Grade	Non Invest. Grade	Non notés
	+/-	+/-	+/-
Actif			
Obligations convertibles en actions	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00
Passif			
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan			
Dérivés de crédits	0,00	0,00	0,00
Solde net	0,00	0,00	0,00

C1g. Exposition des opérations faisant intervenir une contrepartie

Contreparties (montants exprimés en milliers EUR)	Valeur actuelle constitutive d'une créance	Valeur actuelle constitutive d'une dette
Opérations figurant à l'actif du bilan		
Dépôts		
Instruments financiers à terme non compensés		
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension		
Créances représentatives de titres donnés en garantie		
Créances représentatives de titres financiers prêtés		
Titres financiers empruntés		
Titres reçus en garantie		
Titres financiers donnés en pension		
Créances		
Collatéral espèces		
Dépôt de garantie espèces versé		
Opérations figurant au passif du bilan		
Dettes représentatives des titres donnés en pension		
Instruments financiers à terme non compensés		
Dettes		
Collatéral espèces		

C2. Expositions indirectes pour les OPC de multi-gestion

L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

C3. Exposition sur les portefeuilles de capital investissement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

C4. Exposition sur les prêts pour les OFS

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

D. Autres informations relatives au bilan et au compte de résultat
D1. Créances et dettes : ventilation par nature

	Nature de débit/crédit	31/12/2025
Créances		
Total des créances		0,00
Dettes		
	Frais de gestion fixe	10 360,74
Total des dettes		10 360,74
Total des créances et des dettes		-10 360,74

D2. Frais de gestion, autres frais et charges

	31/12/2025
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	127 474,84
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,87
Rétrocessions des frais de gestion	0,00

D3. Engagements reçus et donnés

Autres engagements (par nature de produit)	31/12/2025
Garanties reçues	0,00
- dont instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00
Garanties données	0,00
- dont instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Engagements de financement reçus mais non encore tirés	0,00
Engagements de financement donnés mais non encore tirés	0,00
Autres engagements hors bilan	0,00
Total	0,00

D4. Autres informations
D4a. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	31/12/2025
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

D4b. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	31/12/2025
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			0,00
Instruments financiers à terme			0,00
Total des titres du groupe			0,00

D5. Détermination et ventilation des sommes distribuables
D5a. Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	31/12/2025	31/12/2024
Revenus nets	56 301,33	11 528,16
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice	0,00	0,00
Revenus de l'exercice à affecter	56 301,33	11 528,16
Report à nouveau	0,00	0,00
Sommes distribuables au titre du revenu net	56 301,33	11 528,16

Part BSO PME C

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	31/12/2025	31/12/2024
Revenus nets	56 301,33	11 528,16
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*)	0,00	0,00
Revenus de l'exercice à affecter (**)	56 301,33	11 528,16
Report à nouveau	0,00	0,00
Sommes distribuables au titre du revenu net	56 301,33	11 528,16
Affectation :		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau du revenu de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	56 301,33	11 528,16
Total	56 301,33	11 528,16
* Information relative aux acomptes versés		
Montant unitaire	0,00	0,00
Crédits d'impôt totaux	0,00	0,00
Crédits d'impôt unitaires	0,00	0,00
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	0,00	0,00
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	0,00	0,00
Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu	0,00	0,00

D5b.Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	31/12/2025	31/12/2024
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	-1 014 361,75	-51 425,35
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice	0,00	0,00
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter	-1 014 361,75	-51 425,35
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	-1 014 361,75	-51 425,35

Part BSO PME C

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	31/12/2025	31/12/2024
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	-1 014 361,75	-51 425,35
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*)	0,00	0,00
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**)	-1 014 361,75	-51 425,35
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	-1 014 361,75	-51 425,35
Affectation :		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes	0,00	0,00
Capitalisation	-1 014 361,75	-51 425,35
Total	-1 014 361,75	-51 425,35
* Information relative aux acomptes versés		
Acomptes unitaires versés	0,00	0,00
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	0,00	0,00
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	0,00	0,00

E. Inventaire des actifs et passifs en EUR
E1. Inventaire des éléments de bilan

Désignation des valeurs par secteur d'activité (*)	Devise	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
ACTIONS ET VALEURS ASSIMILÉES			5 830 273,24	94,57
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			5 830 273,24	94,57
Biens de consommation durables			446 950,00	7,25
EINHELL GERMANY AG-VORZUG	EUR	3 000	252 600,00	4,10
KAUFMAN & BROAD SA	EUR	6 500	194 350,00	3,15
Boissons			564 400,00	9,14
ADVINI	EUR	12 000	159 600,00	2,59
ITALIAN WINE BRANDS SPA	EUR	8 000	171 200,00	2,78
LANSON-BCC	EUR	7 300	233 600,00	3,77
Conglomérats industriels			127 050,00	2,06
BERENTZENGRUPPE AG	EUR	35 000	127 050,00	2,06
Divertissement			135 000,00	2,19
KINEPOLIS	EUR	4 500	135 000,00	2,19
Equipements et produits de loisirs			161 875,00	2,63
PISCINES DESJOYAUX SA	EUR	12 500	161 875,00	2,63
Gestion immobilière et développement			182 000,00	2,95
CBO TERRITORIA	EUR	50 000	182 000,00	2,95
Grossistes			177 400,00	2,88
ADESSO AG	EUR	2 000	177 400,00	2,88
Hôtels, restaurants et loisirs			253 500,00	4,11
CIE DES ALPES	EUR	10 000	253 500,00	4,11
Logiciels			461 850,00	7,49
SAFILO AZ POST RAGGRUPPAMENTO	EUR	100 000	192 600,00	3,12
SWORD GROUP	EUR	7 500	269 250,00	4,37
Machines			368 430,00	5,98
LISI	EUR	3 800	201 780,00	3,28
SANLORENZO SPA/AMEGLIA	EUR	5 500	166 650,00	2,70
Marchés de capitaux			380 520,00	6,17
COMPAGNIE LEBON	EUR	2 000	193 200,00	3,13
LAURENT-PERRIER	EUR	2 100	187 320,00	3,04
Media			322 250,00	5,23
HAVAS NV	EUR	10 000	170 000,00	2,76
M6-METROPOLE TELEVISION	EUR	12 500	152 250,00	2,47
Médias			194 580,00	3,16
ARNOLDO MONDADORI EDITORE	EUR	92 000	194 580,00	3,16
Produits chimiques			263 400,00	4,27
ROBERTET SA	EUR	300	263 400,00	4,27
Produits de soins personnels			245 693,24	3,99
INTERPARFUMS SA	EUR	9 742	245 693,24	3,99
Produits pharmaceutiques			292 250,00	4,74
VETOQUINOL SA	EUR	3 500	292 250,00	4,74

E1. Inventaire des éléments de bilan

Désignation des valeurs par secteur d'activité (*)	Devise	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Produits pour l'industrie du bâtiment			203 850,00	3,31
DECEUNINCK NV	EUR	90 000	203 850,00	3,31
Services aux entreprises			293 600,00	4,76
SECHE ENVIRONNEMENT	EUR	4 000	293 600,00	4,76
Services liés aux technologies de l'information			199 850,00	3,24
AUBAY	EUR	3 500	199 850,00	3,24
Sociétés commerciales et de distribution			310 000,00	5,03
THERMADOR GROUPE	EUR	4 000	310 000,00	5,03
Soins et autres services médicaux			245 825,00	3,99
BASTIDE LE CONFORT MEDICAL	EUR	5 700	136 800,00	2,22
LNA SANTE	EUR	4 450	109 025,00	1,77
Total			5 830 273,24	94,57

(*) Le secteur d'activité représente l'activité principale de l'émetteur de l'instrument financier ; il est issu de sources fiables reconnues au plan international (GICS et NACE principalement).

E2. Inventaire des opérations à terme de devises

Type d'opération	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)			
	Actif	Passif	Devises à recevoir (+)		Devises à livrer (-)	
			Devise	Montant (*)	Devise	Montant (*)
Total	0,00	0,00		0,00		0,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions exprimé dans la devise de comptabilisation.

E3. Inventaire des instruments financiers à terme
E3a. Inventaire des instruments financiers à terme - actions

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.		0,00	0,00	0,00
2. Options				
Sous-total 2.		0,00	0,00	0,00
3. Swaps				
Sous-total 3.		0,00	0,00	0,00
4. Autres instruments				
Sous-total 4.		0,00	0,00	0,00
Total		0,00	0,00	0,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3b. Inventaire des instruments financiers à terme - taux d'intérêts

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.		0,00	0,00	0,00
2. Options				
Sous-total 2.		0,00	0,00	0,00
3. Swaps				
Sous-total 3.		0,00	0,00	0,00
4. Autres instruments				
Sous-total 4.		0,00	0,00	0,00
Total		0,00	0,00	0,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3c. Inventaire des instruments financiers à terme - de change

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.		0,00	0,00	0,00
2. Options				
Sous-total 2.		0,00	0,00	0,00
3. Swaps				
Sous-total 3.		0,00	0,00	0,00
4. Autres instruments				
Sous-total 4.		0,00	0,00	0,00
Total		0,00	0,00	0,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3d. Inventaire des instruments financiers à terme - sur risque de crédit

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.		0,00	0,00	0,00
2. Options				
Sous-total 2.		0,00	0,00	0,00
3. Swaps				
Sous-total 3.		0,00	0,00	0,00
4. Autres instruments				
Sous-total 4.		0,00	0,00	0,00
Total		0,00	0,00	0,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3e. Inventaire des instruments financiers à terme - autres expositions

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.		0,00	0,00	0,00
2. Options				
Sous-total 2.		0,00	0,00	0,00
3. Swaps				
Sous-total 3.		0,00	0,00	0,00
4. Autres instruments				
Sous-total 4.		0,00	0,00	0,00
Total		0,00	0,00	0,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E4. Inventaire des instruments financiers à terme ou des opérations à terme de devises utilisés en couverture d'une catégorie de part

L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

E5. Synthèse de l'inventaire

	Valeur actuelle présentée au bilan
Total inventaire des actifs et passifs éligibles (hors IFT)	5 830 273,24
Inventaire des IFT (hors IFT utilisés en couverture de parts émises) :	
Total opérations à terme de devises	0,00
Total instruments financiers à terme - actions	0,00
Total instruments financiers à terme - taux	0,00
Total instruments financiers à terme - change	0,00
Total instruments financiers à terme - crédit	0,00
Total instruments financiers à terme - autres expositions	0,00
Inventaire des instruments financiers à terme utilisés en couverture de parts émises	0,00
Autres actifs (+)	344 932,49
Autres passifs (-)	-10 360,74
Passifs de financement (-)	0,00
Total = actif net	6 164 844,99

Libellé de la part	Devise de la part	Nombre de parts	Valeur liquidative
Part BSO PME C	EUR	47 440	129,95